



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

**Arrêté mettant en demeure la société ENGIE de respecter les paragraphes III et VI de l'article 17 du décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression et les paragraphes 1 et 3 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression pour son installation de Compiègne**

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

Vu le paragraphe III de l'article 17 du décret susvisé qui prévoit que « L'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité de l'équipement. Il doit effectuer, s'il en a la compétence, ou faire effectuer par une personne compétente les opérations nécessaires à cet effet. Il doit retirer l'équipement du service si son niveau de sécurité est altéré » ;

Vu le paragraphe VI de l'article 17 du décret susvisé qui dispose « L'exploitant doit définir les conditions d'utilisation de l'équipement en tenant compte des conditions pour lesquelles il a été conçu et fabriqué [...] » ;

Vu le paragraphe 1 de l'article 10 de l'arrêté ministériel susvisé qui prévoit que « Pour les équipements sous pression répondant aux critères des articles 2, 3 et 4 ci-avant, les opérations de surveillance mentionnées au point III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé comprennent au minimum des inspections périodiques [...] » ;

Vu le paragraphe 3 de l'article 10 de l'arrêté ministériel susvisé qui prévoit que « L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire, l'intervalle entre deux inspections périodiques ne pouvant dépasser : [...] quarante mois pour les autres récipients sous pression. [...] Les tuyauteries font l'objet d'inspections dont la nature et la périodicité sont précisées dans un programme de contrôle établi par l'exploitant dans l'année qui suit leur mise en service. [...] » ;

Vu l'article 20 de l'arrêté ministériel susvisé qui prévoit que « Les récipients et les générateurs de vapeur mentionnés à l'article 15 ci-avant doivent faire l'objet de la requalification périodique prévue à l'article 18 du décret du 13 décembre 1999 susvisé [...] » ;

Vu le paragraphe 1 de l'article 22 de l'arrêté ministériel susvisé qui prévoit que « L'intervalle maximal entre deux requalifications périodiques est fixé à : [...] dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 20 juin 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que les échangeurs Sst B13, Sst B26, Sst C19, HPBP 2 et HPBP 3 sont toujours en fonctionnement alors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une inspection périodique dans les quarante mois après la dernière ;

Considérant que les tuyauteries Ret ZAC, Dep ZAC, Charge Ch.°1, Charge Ch.°2, Charge Ch.°3, Alim gaz Générale Chaufferie n'ont pas fait l'objet de l'inspection périodique prévue au titre III de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que les tuyauteries Aspi PO.CO (Pompe Cogé), Srt Récup Cogé, Alim Récup Cogé n'ont pas fait l'objet de la surveillance prévue à l'article 17 du décret de 1999 susvisé ;

Considérant que l'échangeur Sst B26 n'a pas fait l'objet de la requalification périodique prévue au titre V de l'arrêté ministériel susvisé dans les dix ans après la dernière ;

Considérant que la pression admissible maximale de fonctionnement du réseau est supérieure (20 bars) à la pression de service de l'échangeur Sst A5 ;

Considérant que les deux premiers constats constituent un manquement aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ;

Considérant que le troisième constat constitue un manquement aux dispositions du paragraphe III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé ;

Considérant que le quatrième constat constitue un manquement aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé ;

Considérant que le cinquième constat constitue un manquement aux dispositions du paragraphe VI de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé ;

Considérant que ces manquements sont de nature à augmenter la probabilité d'occurrence d'un accident provenant des équipements sous pression ;

Considérant que face à l'ensemble des manquements constatés, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ENGIE de respecter les prescriptions des articles de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

## ARRETE

**Article 1** – Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, la société Engie, exploitant des installations de combustion, sise 14 rue Clément Bayard à Compiègne (60 200), est mise en demeure de respecter :

- les dispositions du paragraphe 3 de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, en réalisant les inspections périodiques des échangeurs et tuyauteries susvisées (à l'exception des tuyauteries Aspi PO.CO (Pompe Cogé), Srt Récup Cogé, Alim Récup Cogé) ou les dispositions du paragraphe III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé en retirant les équipements du service ;
- les dispositions du paragraphe III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, en réalisant la surveillance des tuyauteries Aspi PO.CO (Pompe Cogé), Srt Récup Cogé, Alim Récup Cogé ;
- les dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 susvisé, en réalisant la requalification périodique de l'échangeur Sst B26 ou les dispositions du paragraphe III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé en retirant cet équipement du service ;
- les dispositions du paragraphe VI de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé, en exploitant l'échangeur Sst A5 dans des conditions de pression inférieures ou égales à la pression de service de l'équipement (18 bars) ou les dispositions du paragraphe III de l'article 17 du décret du 13 décembre 1999 susvisé en retirant cet équipement du service.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.



**Article 3** - Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société ENGIE et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise

**Article 5** - Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **11 AOÛT 2016**

Pour le Préfet  
et par délégation,  
le Secrétaire Général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société ENGIE

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Maire de Compiègne

Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie

Monsieur le Chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie

